
LA COMMUNE DE PARIS

vue du Père Lachaise

LA COMMUNE DE PARIS
au cimetière du Père Lachaise

*(voir itinéraire,
dans le Cimetière du Père Lachaise à Paris,
en fichier joint)*

LE MUR DES FEDERES, UN LIEU DE MEMOIRE
DU MOUVEMENT OUVRIER

Ce cimetière est aussi un lieu traditionnel de commémoration de la Commune de Paris où régulièrement des militants du mouvement ouvrier du monde entier se rendent et déposent à l'occasion un oeillet, ou se font photographier devant ce mur.

Ce mur, le mur des Fédérés, est en effet l'endroit où s'effectuèrent les dernières fusillades en masse de communards par les soldats de la bourgeoisie après une semaine de feu, de sang et de mitraille qui fit vraisemblablement plus de 30 000 morts dans la population parisienne entre le 22 et le 28 mai 1871. Cette semaine est restée sous le nom de semaine sanglante.

Pourquoi ces morts ? Pourquoi ces massacres ? Parce que la bourgeoisie, les riches et les possédants voulaient écraser à jamais le souvenir de ce qui venait de se passer à Paris pendant deux mois, exactement pendant 71 jours.

Et que s'était-il passé pendant ces deux mois à Paris ? Il s'était tout simplement fabriqué le premier gouvernement ouvrier du monde. Pour la première fois dans l'Histoire, une révolte, une révolution n'était plus simplement une œuvre de destruction mais allait plus loin.

L'humanité en a toujours connu de ces mouvements, depuis les révoltes d'esclaves du temps de Spartacus jusqu'aux innombrables révoltes paysannes au cours du Moyen Age. Quand parfois les opprimés avaient réussi à construire quelque chose, c'était en s'enfuyant dans la jungle ou dans les montagnes. Cette fois, c'est au contraire dans l'une des plus belles et des plus riches villes du monde, À Paris, que les opprimés, les pauvres se mirent à construire le début d'un nouveau monde.

Imaginez. Au lieu d'un gouvernement qui soit soutenu par les riches, qui prenne et reprenne des mesures qui favorisent ces riches, qui défende leurs intérêts, on avait à Paris un gouvernement qui prenait uniquement et systématiquement des mesures pour supprimer les injustices, pour améliorer les conditions de travail et de vie des plus démunis, un gouvernement qui pousse à la fraternisation entre les peuples au lieu de les inciter à se haïr et qui n'hésitait pas à mettre des étrangers à des postes de haute responsabilité.

La notion même de Français n'existait plus vraiment. Il n'y avait plus d'un côté que des partisans de la République Sociale et Universelle, et de l'autre ceux qui ne rêvaient que d'un retour à l'ancien ordre. L'ordre en place, c'était à l'époque celui de Napoléon et de son empire -qui n'était ni plus ni moins qu'une dictature militaire pour la population- ou même l'ordre des rois pas si vieux que cela et dont il restait beaucoup de nostalgiques, bien vivants et encore bien gras, et c'était déjà aussi l'ordre des patrons modernes et des banquiers, qui construisent les immenses gares qui existent aujourd'hui, les immeubles cossus des grands boulevards que nous connaissons, les grands magasins qui ruinent par milliers les petits commerçants.

Le 18 mars 1871, tous ces gens là désertent Paris, entraînent avec eux leurs journalistes, leurs avocats, leurs artistes et même leurs prostituées. C'est leur dirigeant de l'époque, Thiers, qui décide ce départ dans la précipitation.

Qu'est-ce qui a provoqué ce départ ? C'est l'insurrection de Paris. Paris s'insurge, Paris descend dans la rue. Paris ne veut plus de la situation actuelle et tient tête même aux armées qu'on lui envoie contre elle.

QUAND LES TRAVAILLEURS SE METTENT A IMAGINER UN NOUVEAU MONDE

C'est que la population de Paris, la population ouvrière et aussi les petits artisans des faubourgs ont des idées plein la tête. Certes, ils doivent subir les crises économiques incessantes, ils doivent subir les restrictions sur les salaires, les impôts, parce que le régime en place coûte cher à la population. Certes, ils doivent même accepter de nouvelles restrictions parce que ce régime vient de décider la guerre contre la Prusse. Mais si elle courbe l'échine, ils ne baissent pas la tête. Sa tête, l'ouvrier de 1870, il fait bien des efforts pour la faire travailler.

Il travaille parce qu'il aime son travail, qu'il aime à se qualifier, et il aime à se qualifier parce qu'il devient plus maître de ces gestes et que c'est un gage de compétence parmi les ouvriers et qu'on fait cela non pour plaire au patron, mais parce que c'est aussi une qualité naturelle de l'ouvrier.

Mais - sa tête - il la travaille aussi après le travail dû au patron. Il lit des brochures qui circulent sous le manteau, et qui dénoncent le régime, qui expliquent le fonctionnement de la société. Il se réunit discrètement avec des camarades de travail

pour discuter et comprendre. Il réfléchit à un autre fonctionnement possible, à une logique ouvrière, à la logique de ceux qui produisent, qui sont utiles, et à une autre société. Cette autre société, elle a un nom. On le proclame sur les murs des quartiers ouvriers, on le crie dans les manifestations : "Vive la Sociale !"

Ce n'est pas un Mitterrand ou un Chirac que l'ouvrier de l'époque doit subir. C'est un Napoléon III, un militaire qui a utilisé l'auréole de l'autre Napoléon, le guerrier, pour prendre le pouvoir, en 1851. Cela fait donc bientôt vingt ans qu'il est là et que sous son régime à poigne, les affaires des riches vont bien. Paris est devenu insolent de richesse.

Mais pendant vingt ans aussi, le fil des idées de ceux qui espèrent un autre monde est resté vivant. Il s'est transmis d'homme à homme. Pendant la Révolution française de 1789, le révolutionnaire Babeuf avait représenté la tentative des plus pauvres de créer un monde nouveau. Babeuf a été balayé par l'histoire bourgeoise, mais il a transmis ses idées à d'autres comme Buonarroti, et celui-ci a rencontré, sur le déclin de sa vie, un Blanqui dont les idées vont jouer un grand rôle dans la Commune de Paris.

Le fil de la révolution sociale s'est aussi transmis à la base parmi le peuple. Les jeunes ont repris les idées et les combats de leurs aînés, se sont forgés et ont transmis à des plus jeunes encore. Tout cela ne s'est guère vu, si ce n'est sous une forme négative, par une arrestation ou des interdictions. Mais l'Histoire du mouvement ouvrier s'est poursuivie, en souterrain, et elle n'a le plus souvent que ce choix. Avec des hauts et des bas. Mais en 1870, elle connaît une montée extraordinaire que seuls quelques indices discrets laissaient prévoir.

QUAND LES TRAVAILLEURS COMMENCENT A S'ORGANISER

Fin 1870, ce ne sont plus seulement des ouvriers isolés qui travaillent les idées socialistes, ce sont maintenant des fractions entières du monde ouvrier qui s'y mettent, avec passion. Le travail qu'on n'a pas vu réussir pendant des années, porte soudain ses fruits. Les réunions clandestines parce qu'interdites, deviennent des associations régulières. Voici ce qu'en dit Varlin, un ouvrier relieur : "Toutes nos sociétés sont en dehors de la loi. Elles n'existent que par la tolérance administrative. Mais cette tolérance est tellement passée à l'état d'habitude, tellement ancrée dans les moeurs qu'il serait impossible à l'administration de revenir dessus. Nous avons la prétention de jouir du droit naturel d'association. Pour nos réunions d'assemblées générales, nous prévenons en avance le préfet de police au moins 24 heures à l'avance. Il nous envoie un agent qui fait son rapport, ce qui ne nous empêche pas de dire tout ce que nous voulons. Nos réunions ne sont ni publiques ni privées, elles sont particulières ; la porte est ouverte à tout le monde si nous le voulons, elle est fermée aux étrangers si nous voulons, c'est notre affaire".

Le nombre de réunions publiques augmente. De 11 en octobre 1869, on passe à 23 réunions en novembre, à 37 en décembre et 117 réunions en mars 1870, à la veille de la Commune. Les salles sont combles. Certaines, comme la salle du Vaux-Hall pouvait contenir 1 800 personnes, l'Alcazar d'Italie 2 000, les Folies Belleville 6 000. Officiellement, les réunions portent sur des sujets concernant les problèmes de la vie quotidienne : le mariage, la famille, l'éducation, ceci pour tourner la loi.

Tous les milieux populaires s'y expriment. On y entend des journalistes, des avocats, des hommes de lettres, mais aussi des menuisiers, des mécaniciens, des ébénistes, des tourneurs, des cordonniers, des peintres en bâtiment. Toutes les tendances sont représentées : des membres de la Première Internationale, des partisans de Blanqui, des républicains, des communistes, des mutuellistes, des nostalgiques de la Révolution de 1789.

Depuis quelques mois, les événements se sont précipités. Napoléon a décidé la guerre contre la Prusse. Très vite, cela a été la défaite et son régime qui espérait se consolider grâce à une victoire, au contraire s'écroule. De nouveaux représentants du monde bourgeois, qui se disent maintenant républicains, se sont installés au pouvoir. C'est un réflexe chez ces gens-là, on ne laisse jamais vide le pouvoir. Ils sont trois qu'on appelle "la bande des Jules", Jules Favre, Jules Simon et Jules Ferry. Ils se proclament "Gouvernement de la Défense Nationale" et ils prétendent défendre la nouvelle république de l'invasion allemande.

QUAND LA POPULATION MET EN PLACE SON CONTROLE SUR LES GOUVERNANTS

Mais l'ouvrier parisien reste méfiant. Il est satisfait de l'étiquette de république, mais elle sent très fort le pouvoir des riches. Pour le petit peuple de Paris, il n'est pas question de capituler devant les allemands. En partie intoxiqués par des années de propagande chauvine, en partie influencés par les souvenirs pourtant dépassés de 1789, il pense que son intérêt est de défendre la patrie.

Dans tous les arrondissements, des militants mettent en place ce qu'ils appellent eux-mêmes des Comités de Vigilance. Puis ces comités se réunissent et se regroupent pour désigner leur Comité Central Républicain des Vingt Arrondissements. Les idées y sont diverses et les gens présents aussi. A côté des ouvriers, on trouve des avocats, des journalistes qui suivent le courant..

Le 31 octobre 1870, Paris franchit un pas de plus. C'est un début d'insurrection, une contestation directe du pouvoir. L'armée qui campe dans Paris, et qu'on appelle alors la Garde Nationale est depuis peu à forte majorité ouvrière. Et dans cette armée aussi, depuis quelques temps, les militants, notamment les amis de Blanqui, ont porté le fer rouge des idées.

Les Gardes nationaux font ce que les ouvriers aimeraient qu'il soit fait sans encore oser le faire eux-mêmes : prendre le pouvoir. Ils occupent l'Hôtel de Ville et y installent Delescluze, un vieux militant républicain de plus de 60 ans, Flourens (32 ans, professeur de physiologie) et Millièrè (un tonnelier autodidacte devenu avocat). Mais ce n'est encore qu'un coup de force et il va avorter. Pourtant il servira de répétition générale et trois mois plus tard, on verra cette fois deux mille Gardes nationaux se réunir en assemblée générale dans Paris, décider de ne plus obéir sans contrôler les ordres, et se donner pour cela une direction : ce sera le tournant décisif.

Thiers, qui a pris en mains la responsabilité de la nouvelle république bourgeoise tveut à tout prix reprendre aux Parisiens les canons, l'une des principales armes, qui sont cantonnés sur les buttes à Montmartre et à Belleville. Le matin du 18 mars 1871, il envoie ses troupes pour les emporter. Cette fois, c'est tout Paris qui s'interpose, c'est l'insurrection. Sans pratiquement un coup de feu, la peur passe du côté de Thiers et des riches.

Les bourgeois décident de partir à Versailles, avec comme objectif de reconstituer des troupes plus efficaces. Ils n'espèrent qu'une chose : que Paris sombre dans l'anarchie du fait de leur départ.

Nous n'allons pas raconter dans le détail l'histoire des deux mois et demi qu'a duré la Commune de Paris à partir de ce moment. Nous allons reproduire des extraits de ce qu'en a dit Marx, qui a vécu ces événements, les a soutenus de tout son coeur et aidés de toute sa tête.

L'INVENTION D'UN GOUVERNEMENT AU SERVICE DE LA POPULATION TRAVAILLEUSE

"La grande mesure sociale de la Commune, ce fut sa propre existence et son action. Ses mesures particulières ne pouvaient qu'indiquer la tendance d'un gouvernement du peuple par le peuple. Telles furent l'abolition du travail de nuit pour les compagnons boulangers ; l'interdiction, sous peine d'amende, de la pratique, en usage chez les employeurs, qui consistait à réduire les salaires en prélevant des amendes sur leurs ouvriers sous de multiples prétextes, procédé par lequel l'employeur combine dans sa propre personne les rôles du législateur, du juge et du pouvoir exécutif, et empoche l'argent par-dessus le marché. Une autre mesure de cet ordre fut la remise aux associations d'ouvriers, sous réserve de compensation, de tous les ateliers et fabriques qui avaient fermé, que les capitalistes en question aient disparu ou qu'ils aient préféré suspendre le travail. (...)"

L'INVENTION D'UN GOUVERNEMENT PROPRE ET ECONOMOME

"Quel changement prodigieux, en vérité, que celui opéré par la Commune dans Paris ! Plus la moindre trace du Paris dépravé du Second Empire. Paris

n'était plus le rendez-vous des gros propriétaires fonciers britanniques, des Irlandais absentéistes, des ex-négriers et des rastaquouères d'Amérique, des ex-propriétaires de serfs russes et des boyards valaques. Plus de cadavres à la morgue, plus d'effractions nocturnes, et pour ainsi dire pas de vols ; en fait, pour la première fois depuis les jours de février 1848, les rues de Paris étaient sûres, et cela sans aucune espèce de police.

"Nous n'entendons plus parler, disait un membre de la Commune, d'assassinats, de vols, ni d'agressions ; on croirait vraiment que la police a entraîné avec elle à Versailles toute sa clientèle conservatrice".

"Paris pouvait seulement résister parce que, du fait du siège, il s'était débarrassé de l'armée et l'avait remplacée par une Garde nationale, dont la masse était constituée par des ouvriers. C'est cet état de fait qu'il s'agissait maintenant de transformer en une institution durable. Le premier décret de la Commune fut donc la suppression de l'armée permanente, et son remplacement par le peuple en armes.

"La Commune fut composée des conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La majorité de ses membres étaient naturellement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière. La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois. Au lieu de continuer d'être l'instrument du gouvernement central, la police fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune, responsable et à tout moment révocable. Il en fut de même pour les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration. Depuis les membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée pour des salaires d'ouvriers. (...) Les services publics cessèrent d'être la propriété privée des créatures du gouvernement central.(...)"

TOUS LES APPAREILS DE L'ETAT PASSENT ENTRE LES MAINS DES TRAVAILLEURS

"Une fois abolies l'armée permanente et le police, instruments matériels de l'ancien gouvernement, la Commune se donna pour tâche de briser l'outil spirituel de l'oppression, le "pouvoir des prêtres"; elle décréta la dissolution et l'expropriation de toutes les Eglises dans la mesure où elles constituaient des corps possédants. Les prêtres furent renvoyés à la calme retraite de la vie privée, pour y vivre des aumônes des fidèles, comme leurs prédécesseurs, les apôtres. La totalité des établissements d'instruction furent ouverts au peuple gratuitement, et, en même temps, débarrassés de toute ingérence de l'Eglise et de l'Etat. Ainsi, non seulement l'instruction était rendue accessible à tous, mais la science elle-même était libérée des fers dont les préjugés de classe et le pouvoir gouvernemental l'avaient chargée.

"Les fonctionnaires de la justice furent dépouillés de cette feinte indépendance qui n'avait servi qu'à masquer leur vile soumission à tous les gouvernements successifs auxquels, tour à tour, ils avaient prêté serment de fidélité, pour le violer ensuite. Comme le reste des fonctionnaires publics, magistrats et juges devaient être électifs, responsables et révocables.

"(...) Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme politique même des plus petits hameaux de campagne et que dans les régions rurales l'armée permanente devait être remplacée par une milice populaire à temps de service extrêmement court. (...)

"Les fonctions, peu nombreuses, mais importantes, qui restaient encore à un gouvernement central, ne devaient pas être supprimées, comme on l'a dit faussement, de propos délibéré, mais devaient être confiées à des fonctionnaires de la Commune autrement dit strictement responsables. L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale ; elle devait devenir une réalité grâce à la destruction du pouvoir d'Etat qui prétendait être l'incarnation de cette idée, mais voulait être indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire. (...) Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait "représenter" et fouler aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes, comme le suffrage individuel sert à tout autre employeur en quête d'ouvriers, de surveillants, de comptables pour ses entreprises. (...)

"(...) La classe ouvrière n'espérait pas des miracles de la Commune. Elle n'a pas d'utopie toute faite à introduire par décret du peuple. Elle sait que pour réaliser sa propre émancipation et avec elle cette forme de vie plus haute à laquelle tend irrésistiblement la société actuelle de par son propre développement économique, elle aura à passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques, qui transformeront complètement les circonstances et les hommes. Elle n'a pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre."

(ces pages sont extraites de l'ouvrage de Karl Marx :
La guerre civile en France)

L'OEUVRE DE TOUS LES OPPRIMÉS

Complètement absents des tombes que l'on peut retrouver : les femmes et les enfants. Pourtant les femmes ont joué un rôle essentiel. Jules Vallès, quelques mois avant la Commune disait : "Des femmes partout. Grand signe. Quand les femmes s'en mêlent, quand la ménagère pousse son homme, quand elle arrache le drapeau noir qui

flotte sur la marmite pour le planter entre deux pavés, c'est que le soleil se lèvera sur une ville en révolte".

Parmi ces femmes, il y a Louise Michel. Louise Michel était la fille naturelle d'un châtelain, elle devient institutrice, mais refuse de prêter serment à l'Empire. Elle fonde sa propre école où elle dispense un enseignement républicain. Le coeur sur la main, elle n'avait jamais un sou en poche. Quand elle arrive à Paris, en 1855, elle se lance dans l'action politique (alors que même dans les rangs socialistes, la majorité était pour la femme au foyer).

Elle devient très vite populaire dans le 18^e arrondissement et est élue présidente du Comité de Vigilance après la chute de Napoléon III. Elle prend part à différentes insurrections, le 22 janvier 1871, puis le 18 mars 1871 et c'est elle qui appelle Montmartre à prendre les armes. C'est l'une des grandes figures de la Commune : conférencière, ambulancière et surtout soldat se battant à Neuilly, à Clamart, puis à Issy. A son procès par les Versaillais, elle refuse d'être défendue : "J'appartiens toute entière à la révolution sociale et je déclare accepter la responsabilité de mes actes". Elle est déportée en Nouvelle Calédonie, où elle militera aux côtés des Kanaks (apprenant leur langue).

Autre femme de la Commune : Nathalie Lemel, 44 ans, ouvrière dans un atelier de reliure, c'est l'une des organisatrices de l'Union des Femmes pour la Défense de Paris et le Soins aux blessés, elle se trouve à la tête d'un bataillon de femmes pendant la Semaine Sanglante et meurt en 1915 dans la misère dans un hospice d'Ivry. Elle aussi avait refusé le recours en grâce lors de sa déportation en Nouvelle Calédonie.

Il y a encore Elisabeth Dmitrieff, une militante de l'Internationale qui participa également à l'organisation de cette Union des Femmes.

De manière générale, la Commune, c'est tous les exclus de la société bourgeoise : les petites gens, les femmes, les étrangers, les enfants qui sortent de terre.

Selon Maxime Ducamp, un écrivain réactionnaire (académicien), 10 à 12 000 enfants ont combattu sous la Commune. Benoît Malon, un communard, compte 4 000 femmes et enfants fusillés par Versailles. Officiellement 650 gamins sont jugés par les conseils de guerre.

La Commune, elle, avait adopté tous les orphelins et les enfants abandonnés. Les pupilles de la Commune avaient un régiment d'enfants et d'adolescents cantonnés à la caserne actuelle des Gardes Mobiles place de la République.

Etre jeune sous la Commune n'est plus une calamité, on verra beaucoup de jeunes jouer des rôles de responsables.

Quant aux étrangers, ceux qui viennent pour combattre dans les rangs de la Commune sont non seulement bien accueillis mais sans problème portés à des postes

de commandement ou de dirigeants. Il y avait notamment des Polonais, on verra la tombe de Wroblevski qui est sous la Commune sous chef d'Etat Major de Dombrowsky, lui même général de la Commune. D'ailleurs, lors de la répression, le simple fait d'avoir un accent polonais valait la fusillade.

Il y avait des Italiens également, les Chemises Rouges de Garibaldi qui étaient venus pour défendre la République contre l'Empire prussien. Garibaldi est même élu député en février 1871 par Paris et 4 départements. Mais les bourgeois, eux, invalident un tel choix. Il y avait tout un régiment de Belges également (700 furent arrêtés).

Frankel dont la tombe est ici était Hongrois, et il siégeait à la Commune, c'est lui qui mit en place l'essentiel des décrets sur le travail et l'organisation de la production.

Au pied du mur des Fédérés se trouve une fosse commune. Ce sont des milliers de morts qui ont été jetés ici. C'est également là que furent fusillés les 147 derniers combattants du cimetière du Père Lachaise qui servit de camp retranché à 200 Gardes nationaux. C'est à l'arme blanche, dans des corps à corps que se terminèrent les combats dans le cimetière.

La société bourgeoise fait une sélection même dans la mort. Les plus simples des ouvriers sont dans la fosse commune et n'ont pas de tombe. Un certain nombre a également pourri dans les lacs de Satory, près de Versailles, ou sont morts en déportation en Nouvelle Calédonie ou à Cayenne. Ceux qui sont enterrés ici l'ont été à peu près dignement, des années après la guerre civile qu'a menée la bourgeoisie contre Paris. Par contre, aucun des 20 ou 30 000 morts de la Semaine Sanglante n'a eu droit à la moindre sépulture, ici ou ailleurs.

Cette société bourgeoise a tenu à séparer jusque dans la mort les communards, en admettant ici ceux qu'elle estimait récupérables, parce qu'ils étaient issus de son milieu ou qu'ils avaient tenu des postes de responsabilité officielle, et elle a voulu éliminer toute trace des obscurs, des petits, et sans doute parce que cela pouvait faire mauvais effet, des femmes et des enfants.

Mais les faits sont plus têtus que toutes les falsifications. Dirigeants et dirigés, sous la Commune, ont justement, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, été une seule et même chose. Ils ont décrété que tous les responsables devaient être issus du peuple, qu'ils devaient ensuite être élus, mais des élus contrôlés, et révocables, remplaçables à tout moment, et qui devaient aussi être rétribués au niveau du salaire d'un ouvrier.

Charles CHABERT

Paris 1818-Paris 1890

53 ans

Cet ouvrier graveur sur métaux fut de tous les combats : sur les barricades de février et de juin 1848, contre le coup d'Etat de Napoléon III le 2 décembre 1851. Ce fut l'un des premiers Français à adhérer à l'Internationale.

Au moment de la Commune, il a 53 ans. Après, il continue à militer, travaillant à la réorganisation du mouvement ouvrier sur le plan politique et syndical.

Henri MORTIER

Paris 1843- Paris 1894

28 ans

Il était découpeur sur bois et appartenait au groupe blanquiste et à l'Internationale. Capitaine d'un bataillon de gardes nationaux, il est élu à la Commune à 28 ans par le 11^e arrondissement dans lequel il était très populaire.

Il se réfugie à Londres après la Semaine Sanglante et y fit partie du groupe blanquiste "la Commune Révolutionnaire".

Jean-Baptiste CLEMENT

Boulogne sur Seine 1836- Paris 1903

35 ans

C'était un chansonnier populaire, mais aussi un militant révolutionnaire qui passa par 36 métiers avant de se lancer dans l'action politique et la chanson. Il estime que non seulement le peuple n'a jamais bataillé pour lui-même, mais encore qu'il a toujours chanté pour les autres.

Ses chansons sont pour lui une arme de propagande socialiste. Il sillonne les campagnes et les villes, dénonçant l'esclavage industriel, exprimant les revendications des prolétaires et appelant à un 1789 des travailleurs.

Son chef-d'oeuvre c'est le "Temps des Cerises" qu'il publia en 1867. Mais il a aussi dédié des chansons à la Commune comme la "Semaine Sanglante".

Il combattit jusqu'au dernier jour sur l'une des dernières barricades, celle de la rue de la Fontaine au Roi, au dessus de la place de la République. Puis il continua à militer dans les rangs socialistes.

Walery WROBLEWSKI

Zoludek (Pologne) 1836- Ouarville (Eure et Loire) 1908

35 ans

Il vient d'une famille de la petite noblesse polonaise et a fait ses études dans un institut réservé aux enfants de l'aristocratie. A 27 ans il se retrouve à combattre dans les rangs de l'insurrection polonaise contre l'occupation russe et il est contraint de se réfugier à l'étranger.

On retrouve cet insurgé à Paris, gagnant sa vie comme allumeur de réverbères, puis comme ouvrier imprimeur, tout en militant à l'Union des démocrates Polonais.

Durant la Commune, il se trouve, à 35 ans, à la tête de l'armée fédérée du 13^e arrondissement. Il avait refusé le commandement en chef que la Commune lui avait proposé, pour choisir de rester comme simple soldat ; mais comme simple soldat, il fit bien plus que bien des officiers bourgeois. Il organisa la résistance de la Butte-aux-Cailles, seul endroit où les attaques versaillaises furent plusieurs fois repoussées. Pliant sous le nombre, Wroblewski se retranche en bon ordre sur le 12^e arrondissement avec son armée et ses canons. Les Versaillais, impressionnés par tant d'ordre et de discipline après en avoir bavé préférèrent ne pas inquiéter sa retraite.

Après la Commune, il entre à la direction de l'Internationale, représentant les socialistes polonais, puis finit modestement sa vie en France.

Benoît MALON

Prétieux (Loire) 1841- Asnières 1893

30 ans

C'est un fils de journaliers agricoles. Déjà à 7 ans il gagne sa vie comme berger. Puis comme bouvier et ensuite laboureur. Il fréquente quelques fois l'école, en hiver, quand il n'y a pas de travail. A 22 ans il quitte son village de la Loire pour Paris, à pied. Là il se fait embaucher comme ouvrier teinturier et acquiert très vite une conscience de classe.

Il anime une grève des ouvriers teinturiers de Puteaux - qui échoue - puis adhère à l'Internationale. Il gagne un grand crédit auprès de ses camarades et fonde, à 29 ans, une section de l'Internationale à Puteaux. Les organisations ouvrières le présentèrent comme candidat révolutionnaire et il fut élu député.

A 30 ans il est membre de la Commune et se battra dans le quartier des Batignolles. Il finira par rejoindre le Parti Ouvrier Français.

Paul et Laura LAFARGUE

Paul : Santiago de Cuba 1842- Draveil 1911

29 ans

Paul Lafargue est né à Cuba. Il fait ses études en France, se lance dans l'action politique et organise le premier Congrès International des Etudiants. A 23 ans il entre à la direction de l'Internationale comme représentant de l'Espagne. C'est à Londres qu'il se lie à Marx et épouse sa fille Laura.

Durant la Commune, il a 29 ans et milite en province, à Bordeaux, faisant de la propagande en faveur de la Commune de Paris. Après la répression versaillaise il fuit en Espagne puis à Londres.

De retour en France, il ne cesse de lutter pour propager le marxisme et reconstruire le mouvement ouvrier français. Il fonde avec Jules Guesde le Parti Ouvrier Français et il est l'auteur d'un petit livre célèbre : "Le Droit à la Paresse". En 1911, Paul et Laura Lafargue se donnèrent la mort pour ne pas avoir à souffrir de la vieillesse.

Gustave LEFRANCAIS

Angers 1826- Paris 1901

45 ans

C'était un instituteur révolutionnaire. En fait, il se fit si bien remarquer par ses idées révolutionnaires qu'il fut tout de suite renvoyé et interdit d'enseigner. Il dut vivre de petits boulots : commis aux écritures ou encore caissier dans un théâtre de magiciens.

Il a participé à la révolution de 1848, puis il adhéra à l'Association des instituteurs et des institutrices socialistes. Il dut s'exiler après le coup d'Etat de Bonaparte. Il devint l'un des orateurs les plus populaires des réunions politiques qui commencèrent à agiter le Paris Ouvrier 3 ans avant la Commune.

Lefrançais est communiste et, au moment de la Commune, c'est déjà un vieux combattant de 45 ans. Il a participé à la Semaine Sanglante où il se bat sur les barricades de la Bastille. Réfugié à Genève il adhère à l'Internationale puis deviendra un militant anarchiste.

Un mot sur l'enseignement sous la Commune : elle décrète l'école obligatoire, gratuite, laïque, c'est-à-dire débarrassée des curés et instaure un enseignement professionnel.

A titre de comparaison la bourgeoisie ne reconnaîtra que 10 ans plus tard l'obligation scolaire et la gratuité, 15 ans plus tard la laïcité ; et près de 50 ans pour l'égalité de salaire entre instituteurs et institutrices.

Léo FRANCKEL

Obuda-Uljak (faubourg de Budapest/Hongrie) 1844- Paris 1896

27 ans

Ouvrier bijoutier né à Budapest en Hongrie. Il séjourna en Allemagne, puis en Angleterre, puis en France où il s'affilia à l'Internationale dont il représenta la section allemande à Paris. Arrêté en 1870 il fut libéré le 4 septembre avec la chute de l'Empire. Il s'enrôla dans la Garde Nationale puis entreprit avec Varlin de reconstituer le Conseil fédéral de l'Internationale désorganisé par la répression et la guerre. Fränckel fut le candidat socialiste révolutionnaire à l'Assemblée Nationale mais ne fut pas élu.

Le 26 mars il fut élu à la Commune par le 13ème arrondissement et fut nommé délégué au Travail, à l'Industrie et à l'Echange. C'est lui qui prit l'initiative des mesures socialistes de la Commune telles que le recensement et la réquisition des ateliers abandonnés par les patrons, l'interdiction du travail de nuit des boulangers ou encore l'interdiction des amendes et retenues sur les salaires.

Durant la semaine sanglante il fut blessé sur la barricade de la rue du faubourg St Antoine mais réussit néanmoins à échapper aux Versaillais. Il gagne l'Allemagne dont il fut expulsé, puis l'Autriche où il fut emprisonné. Libéré il passa en Hongrie où il milita pour la création d'un parti ouvrier hongrois.

De nouveau condamné il se fixa à Vienne après sa libération où il prit part au mouvement ouvrier autrichien ; puis il regagna Paris où il participa, en 1889, au Congrès où fut créée la Seconde Internationale.

Il mourut en 1896 d'une pneumonie. Son testament se concluait ainsi : "Mon enterrement doit être aussi simple que celui des derniers crève-la-faim. La seule distinction que je demande, c'est d'envelopper mon corps dans un drapeau rouge, le drapeau du prolétariat international, pour l'émancipation duquel j'ai donné la meilleure partie de ma vie et pour laquelle j'ai toujours été prêt à me sacrifier".

Son monument a été élevé par souscription internationale des socialistes d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie, de France et de Suisse.

Eugène POTTIER

Paris 1816- Paris 1887

55 ans

C'est l'auteur du texte que vous connaissez tous de l'Internationale. Né en 1816 d'un père ouvrier emballeur. Lui-même fut apprenti emballeur à 13 ans lorsque éclate la révolution de 1830. Il fut ensuite dessinateur sur étoffes et participa à la fondation de la chambre syndicale des dessinateurs sur étoffe adhérente à l'Internationale.

Il prit part à la révolution de juin 1848. Pendant la Commune, il fut élu par le 2° arrondissement et s'est battu sur les barricades durant la Semaine Sanglante.

Il écrivit les paroles de l'Internationale en juin 1871, en pleine répression versaillaise alors qu'il se cache à Paris. C'est Pierre Degeyter, tourneur sur bois, qui en composa la musique.

Eugène Pottier mourut en 1887, malade et dans la misère, sans avoir cessé le combat pour le socialisme.

André GILL

Paris 1840- Charenton 1885

31 ans

Peintre de talent, et surtout caricaturiste politique dans différents journaux. La Commune le nomma administrateur du musée du Luxembourg.

Avec Dalou (sculpteur) et Courbet (peintre), il fonde la Fédération des Artistes. La Commune a tout d'abord rouvert tous les musées et théâtres pour que la population puisse en profiter. Mais sous la pression des événements, Courbet demanda à tous les artistes d'abandonner les pinceaux pour les fusils et il organisa un bataillon artistique. C'est également lui qui fera abattre la colonne Vendôme qui était le symbole du militarisme de l'époque (puisque'elle était faite du métal des canons des armées vaincues par Napoléon 1er), il fut d'ailleurs ensuite condamné à la remettre sur pied à ses frais.

Frédéric COURNET

Lorient 1839- Paris 1885

32 ans

Militant blanquiste. Il fut successivement cheminot, voyageur de commerce puis commissaire de bord sur un paquebot. Après la chute de l'Empire, il commanda un bataillon de la Garde Nationale à Montmartre. Il participa à l'insurrection du 31 octobre 1870, fut élu député à l'Assemblée Nationale, puis fut élu par le 19^e arrondissement à la Commune. Il fut entre autre nommé délégué à la police, qu'on appelait la Sûreté Générale.

Durant la Semaine Sanglante, il tenta, en vain, avec Varlin d'empêcher l'exécution des otages pris par la Commune en représailles aux massacres des Versaillais. Il réussit à fuir en Angleterre.

Charles LONGUET

Caen 1839- Paris 1903

32 ans

Né d'une famille cléricale et monarchiste, il fut membre de l'Internationale et participa aux différents congrès. Pendant la Commune, il fut rédacteur du Journal

Officiel de la Commune puis fut élu membre de la Commune par le 16° arrondissement.

Réfugié à Londres après la Semaine Sanglante, il y épousa Jenny Marx, la fille aînée de Karl Marx.

Emile EUDES

Roncey (Manche) 1843- Paris 1903

28 ans

C'est le militaire de la Commune. Etudiant en pharmacie, il milita d'abord dans les groupes blanquistes et fut responsable des groupes de combat de la rive gauche en 1870.

Pendant la Commune, il participa à l'organisation du Comité Central Républicain des 20 arrondissements et commanda un bataillon de la Garde Nationale. Il prit part à l'insurrection du 31 octobre 1870, puis au 18 mars 1871 où il prit l'Hôtel de Ville à la tête des bataillons de Belleville. Il milita pour une offensive directe contre Versailles.

Le 26 mars, il fut élu à la Commune par le 11° arrondissement, nommé membre de la Commission militaire et général de la Commune. Durant la Semaine Sanglante, il se battit aux côtés de Varlin sur les barricades de la rue de Rennes et du carrefour de la Croix-Rouge. Il parvint à gagner la Suisse puis Londres.

De retour en France, il milita dans les rangs blanquistes et mourut subitement en 1888 alors qu'il intervenait à la tribune d'un meeting en faveur des terrassiers parisiens en grève.

Louis-Auguste BLANQUI

Puget Théniers (Alpes maritimes) 1805- Paris 1881

66 ans

On l'a surnommé "l'Enfermé" à cause des 33 ans et 7 mois qu'il a passé en prison.

En 1824, à 19 ans, il adhéra à la Charbonnerie, une société secrète qui luttait contre la monarchie. En 1827, alors qu'il préparait ses études de droit et de médecine, il fut blessé par la police au cours d'une manifestation au Quartier Latin, de deux coups de sabre puis d'un coup de pistolet.

Il vécut ensuite du journalisme et étudia Saint Simon, l'un des premiers socialistes. Pendant la révolution de 1830, il fit le coup de feu sur les barricades. C'est sa première révolution, il a 25 ans.

Puis il organisa des cercles républicains et adhéra à la Société (secrète) des Amis du Peuple. En 1832, au procès des Quinze par lequel le ministre Casimir Périer espère anéantir cette société, à la question "profession ?", Blanqui répond : "prolétaire" devant le tribunal et fait le procès du régime, ce qui lui vaut un an de prison pour "délit d'audience".

Une fois libre, Blanqui s'initie aux idées de Babeuf qui avait vécu la Révolution française grâce à Buonarroti, un ancien de la Conspiration des Egaux de 1796, qui les lui a transmises.

Voici un résumé de cette vie passionnée de Blanqui avec les mots de Maurice Dommanget, historien du mouvement ouvrier :

"Tout dans cette vie orageuse d'apôtre et de martyr se présente avec cet aspect romanesque, cette richesse de mouvement et de couleur et, en même temps cette allure de mystère qui semble du domaine de la fiction. La naissance du futur insurgé dans une sous-préfecture ; les études brillantes ; les premiers pas dans la vie publique marqués par l'affiliation à la Charbonnerie, les coups de sabre et une balle dans le cou ; l'idylle au milieu de la tempête ; les conspirations perpétuelles, les prises d'armes, la direction des sociétés secrètes, l'action des clubs, les vastes mouvements de rue, les campagnes électorales, les travaux scientifiques sous l'oeil des gardiens, la "bastille des mers" (le Mont Saint Michel) ; les souffrances sans nombre, les haines inexpiables mais aussi les dévouements jusqu'à la mort de tant de partisans.

"Et puisque selon le mot de Sylvain Maréchal, la science du calcul amène à la compréhension, voici quelques chiffres qui complètent cette brève récapitulation : 15 procès, 2 condamnations à la peine capitale, 3 évasions, presque 7 ans d'exil en surveillance policière, 33 ans et demi de prison effective, en tout 44 ans d'enchaînement sous des formes diverses. Quel casse-tête chinois pour établir avec le maximum d'exactitude et de précision ce total impressionnant obtenu grâce aux pièces d'archives de plus de 50 prisons."

A la veille de la Commune, le 14 août 1870, pendant la guerre franco-prussienne, Blanqui prend part à une tentative de soulèvement à la Villette. Il participe à l'insurrection du 31 octobre 1870. Thiers le fait arrêter le 17 mars 1871, juste la veille de l'insurrection victorieuse de Paris. Thiers refusa toujours de rendre Blanqui, c'eut été donner à Paris un corps d'armée tout entier. Prisonnier, Blanqui fut élu au Conseil de la Commune par le 18^e et le 19^e arrondissement, mais il ne put y siéger.

En 1879, alors qu'il était encore en prison, il fut élu député par Bordeaux... mais son élection fut invalidée. Libéré en juin 1879, Blanqui mourut le 1er janvier 1881 à 76 ans. 100 000 personnes l'accompagnèrent, ici au Père Lachaise. Marx considérait Blanqui comme le dirigeant du parti révolutionnaire en France et le chef politique et militaire qui a manqué à la Commune.

Augustin AVRIAL

Revel (Haute Garonne) 1840- Fécamp 1904

31 ans

Ouvrier mécanicien. A 19 ans, il s'engagea dans l'armée pour 6 ans. A 27 ans, il adhéra à l'Internationale et participa à la fondation de la chambre syndicale des ouvriers mécaniciens.

Il joua un grand rôle dans l'insurrection du 18 mars 1871 en organisant la résistance à Montmartre. Le 11^o arrondissement l'envoya siéger au Conseil de la Commune où il fit partie de la Commission au Travail et à l'Echange, de la Commission Exécutive puis de la Commission à la Guerre. Il fut nommé directeur de l'artillerie et organisa la défense du quartier du Château d'Eau (l'actuelle place de la République).

Il échappa aux Versaillais et se réfugia à Londres. Après l'amnistie, il devint contrôleur du matériel des chemins de fer de l'Etat, il breveta une "machine Avrial" et inventa un motocycle à pétrole. Tout en militant à l'Internationale puis à l'Alliance Socialiste Républicaine, puis au Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire de Jean Allemane. Il mourut en 1904.

Prosper-Olivier LISSAGARAY

Auch (Gers) 1838- Paris 1901

33 ans

C'est l'auteur de l'un des rares livres sur l'histoire de la Commune. Journaliste et écrivain républicain, il mania la plume et l'épée contre l'Empire qu'il critiquait dans ses articles de journaux et dans les réunions ouvrières comme orateur. Il défia en duel le député Paul de Cassagnac qui était son cousin. Ensuite, amendes et peines de prison ne cessèrent de pleuvoir sur lui, tantôt pour diffamation envers l'Etat, tantôt pour "excitation à la haine du gouvernement".

Après la chute de l'Empire, Gambetta le nomme commissaire à la guerre à Toulouse. Il se rendit à Paris le 18 mars, mais ne devint, dit-il, "ni membre, ni officier, ni fonctionnaire de la Commune".

Ce modeste franc-tireur servit sous la Commune comme journaliste en lançant le journal "l'Action", puis "le Tribun du Peuple" et comme combattant en faisant le coup de feu sur les barricades du 11^o arrondissement et de Belleville durant la Semaine Sanglante.

Il s'exila en Angleterre, puis revint à Paris après l'amnistie. Il publia un journal socialiste, "la Bataille", sans pour cela appartenir à aucun parti.

Simon DEREURE

La Palisse 1838- Paris 1900

33 ans

Ouvrier cordonnier, membre de l'Internationale, il fut l'un des fondateurs de la première chambre syndicale ouvrière, celle des cordonniers, qu'il représenta en 1869 au 4^e congrès de l'Internationale à Bâle (en Suisse).

Après la chute de l'Empire, il organisa le Comité de Vigilance du 18^e arrondissement et le 61^e bataillon de la Garde Nationale. Il prit part aux insurrections des 31 octobre 1870 et 22 janvier 1871.

Elu par le 18^e arrondissement au Conseil de la Commune, il s'occupa de la commission des Subsistances (ravitaillement, rationnement) puis de celle de la justice, il fut enfin commissaire civil auprès de Dombrowski.

Il combattit sur les barricades durant la semaine sanglante; Il s'échappa en Suisse, puis à New York où il continua à militer dans l'Internationale. Rentré en France, il adhéra au Parti Ouvrier. Il est mort en 1900.

Charles DELESCLUZE

1809 / 25 mai 1871

62 ans

Journaliste d'origine bourgeoise, né en 1809 sous le premier Empire, ce vieux républicain, imprégné des traditions jacobines de la Révolution de 1789 a participé à 40 années de mouvements révolutionnaires.

Pendant la révolution de 1830, à 21 ans, il est blessé dans une manifestation républicaine. En 1836, poursuivi pour complot contre la monarchie, il fuit en Belgique. De retour en 1836, il fut condamné pour ses convictions républicaines.

Durant la révolution de février 1848, il fit proclamer la République à Valenciennes et fut nommé commissaire du gouvernement provisoire pour le Nord.

En 1849, il fut condamné à 3 ans de prison. Il fuit en Angleterre, revint clandestinement ; de nouveau arrêté, condamné à 4 ans de prison et 10 ans d'interdiction de séjour. Emprisonné à Belle-Ile, puis en Corse, enfin à Cayenne. Il rentra à Paris en 1860 et fut une des grandes figures de l'opposition républicaine au bonapartisme.

Après la chute de l'Empire, il fut élu maire du 19^e arrondissement puis arrêté après l'échec de l'insurrection du 22 janvier 1871. Alors en prison, 160 000 parisiens l'élirent député à l'Assemblée Nationale.

A 62 ans, il fut élu au Conseil de la Commune par le 11^e et le 19^e arrondissement. Il fit partie de la Commission des Relations Extérieures, puis de la

Commission Exécutive, puis de la Commission à la Guerre, du Comité de Salut Public, puis enfin fut nommé délégué civil à la Guerre.

Ce vieux jacobin qui forçait le respect et bénéficiait d'une grande autorité morale parmi les membres de la Commune était surnommé "la barre de fer" pour son intransigeance. Anticléricaliste à outrance, il resta par exemple à la porte de l'église à l'enterrement de sa mère qu'il aimait beaucoup.

Sa dernière proclamation lors de l'entrée des Versaillais dans Paris accrut le désordre de la résistance en appelant chacun à défendre son quartier. Sentant proche la défaite, il écrivit ces derniers mots à sa soeur : "Pardonne-moi de partir avant toi. Mais je ne me sens pas le courage de subir une nouvelle défaite après tant d'autres". Le 25 mai 1871, place de la République -je cite les témoins- "on le vit s'engager dans le chemin couvert de la barricade (du Château d'Eau), puis en gravir les pavés. Il avait ouvert son pardessus de façon à laisser bien voir son écharpe rouge à franges d'or de membre de la Commune. Lorsqu'il fut à découvert, une rafale de balles salua son apparition. Quelques secondes plus tard, il tombait foudroyé..."

Jules VALLES

1832 / 1885

39 ans

Vallès est le fils d'un maître d'étude de collège. Il a fréquenté le lycée en province et y était bon élève. Peu de temps après être arrivé à Paris, en 1850, il prit part à la lutte contre le coup d'Etat de Napoléon III, le 2 décembre 1851. Il a alors 19 ans.

Il était républicain et fit son apprentissage de la vie politique au travers de son métier de journaliste. Il se forge des convictions socialistes, écrivant d'abord des articles, puis lançant son propre journal en 1867, qui fut interdit au bout de huit mois.

Il récolte amendes et peines de prison. Aux élections de 1869, il fut le candidat des socialistes dans le 12^o arrondissement contre le candidat bourgeois Jules Simon et déclara : "J'ai toujours été l'avocat des pauvres, je deviens le candidat du travail, je serai le député de la misère". Il ne fut pas élu.

Après la chute de l'Empire, il fait partie du Comité Central Républicain des 20 arrondissements. Il prit part à l'insurrection du 31 octobre en s'emparant de la mairie de Belleville. Le 7 janvier 1871, il fut l'un des signataires de "l'Affiche Rouge", cet appel du Comité Central des 20 arrondissement au peuple parisien dénonçant l'incapacité du gouvernement dit de Défense Nationale et appelant à la formation de la Commune.

Le 22 février, il lança un journal, "le Cri du peuple" qui fut avec "le Père Duchène" le journal le plus lu durant la Commune.

Elu au Conseil de la Commune par le 15° arrondissement, il fut nommé à la commission de l'Enseignement puis aux relations extérieures. Durant la semaine sanglante, il combattit sur les barricades du 5° arrondissement puis de Belleville jusqu'au dernier jour. Il s'exila en Angleterre après avoir échappé aux Versaillais qui le condamnèrent à mort par contumace.

Rentré à Paris, après l'amnistie, il relança son "Cri du Peuple" en 1883. Il mourut en 1885, plus de 60 000 personnes l'accompagnèrent en cet endroit.

Gustave FLOURENS

1838 / 3 avril 1871

33 ans

Gustave Flourens vient d'un milieu aisé et cultivé. Son père était professeur au Collège de France et membre de l'Académie des Sciences.

Lui-même a fait de brillantes études littéraires et scientifiques. C'est un intellectuel. Il aurait pu faire une carrière tranquille à enseigner la littérature et les sciences aux enfants de bourgeois. Mais il n'a ni dieu ni religion et c'est un révolté... un passionné de la cause des peuples.

En 1866, à 28 ans, il s'engage aux côtés du peuple crétois insurgé contre la colonisation turque (Il y gagne le grade de capitaine puis est nommé ambassadeur de Crète auprès des Grecs).

Il rentre à Paris deux ans plus tard, en 1868 alors que le mécontentement ouvrier est en pleine effervescence contre le régime bonapartiste. Il prend part à l'agitation politique, aux réunions ouvrières (et comme bien d'autres, il y récolte amendes et peines de prison). Pendant la répression contre les républicains il échappe à la police, gagne la Hollande, l'Angleterre puis la Grèce. Mais il revient à l'annonce de la chute de l'Empire. C'est un meneur. Il devient très vite populaire dans les quartiers ouvriers du 20° arrondissement. Les cinq bataillons de la Garde Nationale de Belleville le choisissent pour chef.

Il fut l'un des principaux meneurs de l'insurrection du 31 octobre 1870, et emprisonné après l'échec de l'insurrection.

Un commando de gardes nationaux s'empare de la prison où il est détenu et le libère le 20 janvier 1871. Il vécut alors clandestinement jusqu'à l'insurrection du 18 mars.

Le 26 mars, il fut élu au conseil de la Commune par le 19° et le 20° arrondissement avec 84% des votants. Il fut nommé à la Commission militaire et devint général de la XX° légion.

Le 3 avril 1871, la Commune tenta une offensive militaire contre Versailles, bien tard et avec trop peu de moyens malheureusement. Cette offensive fut un échec. Flourens, capturé, fut assassiné à Rueil par un gendarme. Ce fut l'un des premiers morts de la Commune.

Cet exalté de la révolution, aimé pour son courage et sa sincérité inspira un corps de franc-tireurs communards qui prirent le nom de "vengeurs de Flourens".

Mars 1996